

**Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international**

**Accès à l'information et protection
des renseignements personnels**

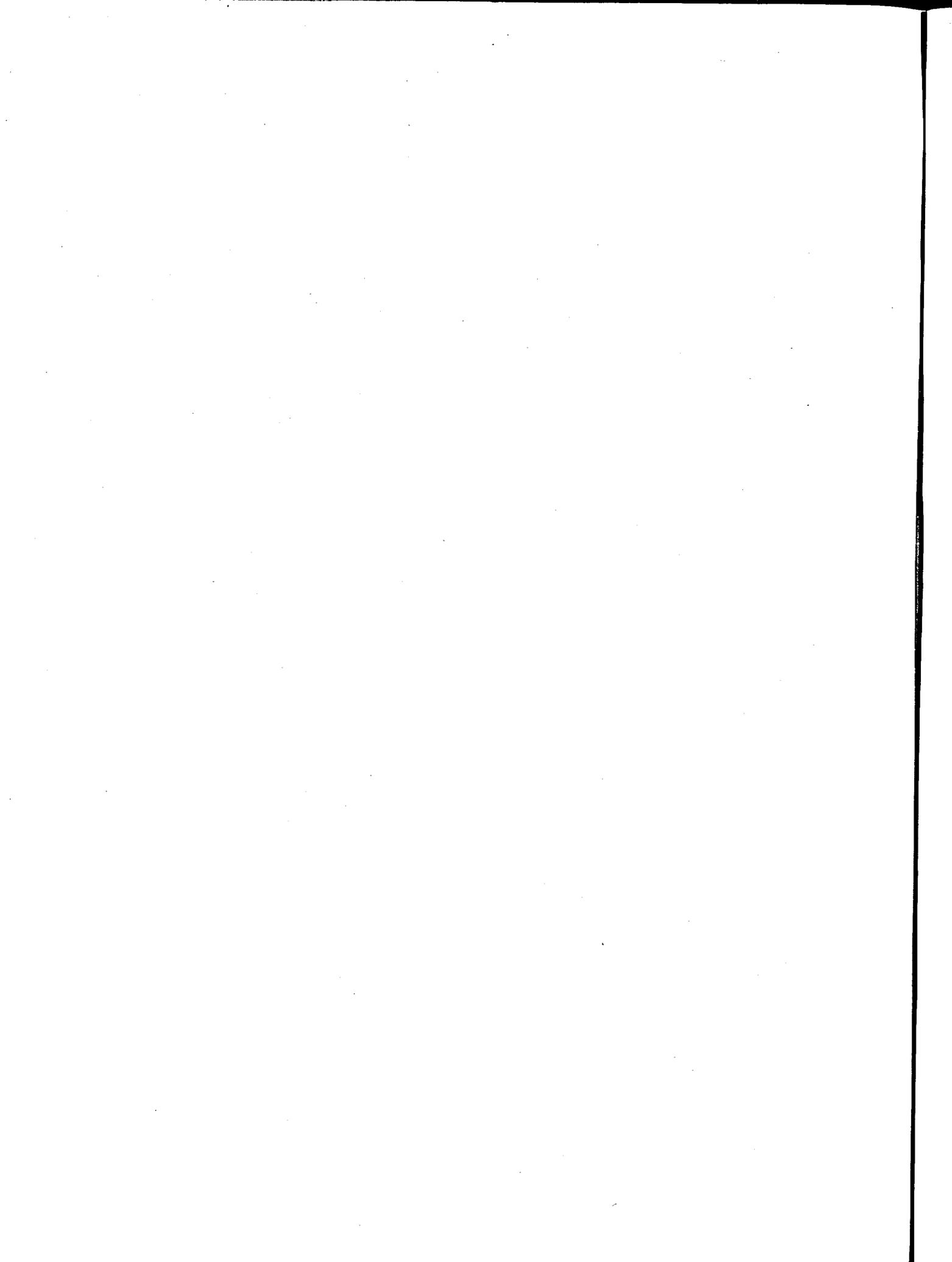
Rapport annuel, 1993-1994

Mai 1994



Table des matières

	Page
Préface	3
Organisation et mise en application	4
Chapitre I - Accès à l'information	
Rapport statistique	8
Salle de consultation	9
Voies officielles et voies officieuses	9
Instrument de délégation	9
Appels interjetés devant la Cour fédérale	9
Chapitre II - Protection des renseignements personnels	
Rapport statistique	10
Voies officielles et voies officieuses	11
Instrument de délégation	11
Divulgence en vertu de l'alinéa 8(2)e)	11
Usage et divulgation	11
Affaires portées devant les tribunaux	11
Annexe A - Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information	
Annexe B - Instrument de délégation	
Annexe C - Rapport concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Annexe D - Instrument de délégation	



Préface

Responsabilités

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international est chargé en premier lieu de la promotion et de la protection des intérêts du Canada à l'étranger ainsi que de la conduite des relations du Canada avec les autres pays. Ses principales fonctions consistent : à représenter efficacement le Canada à l'étranger et auprès d'organisations internationales par des relations étroites, des communications et des négociations avec d'autres gouvernements et organisations; à évaluer les informations de nature politique, économique ou autre, susceptibles d'influencer les intérêts du Canada; à fournir des avis au gouvernement, souvent après consultation des autres ministères, sur la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant une portée internationale; à coordonner le volet extérieur et la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de promotion des exportations, de défense et de sécurité, d'aide au développement, et d'échanges culturels et scientifiques; à montrer le caractère bilingue et multiculturel de la société canadienne aux autres peuples; et à protéger les citoyens canadiens à l'étranger et à leur venir en aide.

Organisation et mise en application

Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a toute l'autorité voulue pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur est chargé d'élaborer, de coordonner et de mettre en oeuvre les politiques, lignes directrices et procédures pour assurer que le Ministère se conforme aux exigences de ces Lois. Le Bureau du Coordonnateur à Ottawa traite toutes les demandes présentées au Ministère en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels, qu'elles soient soumises au Canada ou à des missions à l'étranger. Le Coordonnateur relève du Conseiller juridique. Outre le sous-ministre des Affaires étrangères et le Coordonnateur, le sous-ministre du Commerce international, le sous-ministre adjoint des Affaires politiques et de la Sécurité internationale et le Conseiller juridique sont désignés avec pleins pouvoirs, et tous les chefs de mission sont désignés pour agir en vertu de l'alinéa 8(2) m) de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le Gouvernement du Canada conserve les documents et renseignements qui lui sont fournis à titre confidentiel par les gouvernements étrangers. On encourage les autres institutions fédérales à consulter le ministère pour établir le niveau de confidentialité des renseignements ainsi fournis ou pour savoir si leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. Le Bureau du Coordonnateur est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers, lesquelles s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions. Le Bureau s'occupe également des demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens soumises par les gouvernements étrangers. Le Ministère recueille aussi, en vertu de diverses dispositions légales ou autres, une quantité appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis de manière confidentielle par des entreprises oeuvrant à l'étranger ou traitant avec des gouvernements étrangers. Lorsque, après réception d'une demande visant tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte les parties intéressées avant de divulguer tel ou tel document. Le Bureau du Coordonnateur a également souvent l'occasion de transmettre des renseignements personnels aux organismes d'enquête fédéraux.

Au cours des douze derniers mois, les changements organisationnels radicaux survenus au sein de l'administration fédérale ont eu sur notre ministère des incidences déterminantes, même si elles ont été modestes. L'un d'eux, et non le moindre, a été la **nouvelle appellation** du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur, qui est devenu, en novembre 1993, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est aujourd'hui désigné sous le nom de ministre des Affaires étrangères, et son sous-ministre est le sous-ministre des Affaires étrangères. Le **Bureau des passeports**, un organisme spécial d'exploitation, a été transféré, en contrepoint de la réorganisation du 25 juin 1993, au ministère de la Sécurité publique. Cependant, jusqu'à ce que soient officialisés les cadres structurels et juridiques de ce changement, le Bureau de l'AIPRP du MAECI a conservé la responsabilité des dossiers du Bureau des passeports touchant l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. En novembre 1993, le Bureau

des passeports a réintégré le MAECI. Durant la période de référence, le traitement des demandes d'AIPRP en matière de passeports n'a donc pas subi de réels changements. Le Bureau du développement de l'investissement a été transféré d'Investissement Canada en juin 1993 et s'est graduellement intégré à notre ministère. Depuis le transfert, aucune demande visant l'accès à l'information ou la communication de renseignements personnels n'a été présentée relativement à ce bureau. Au cours des deux dernières années, le MAECI a également subi une importante restructuration interne; tous ces changements sont reflétés dans l'édition 1993-1994 d'Infosource.

En plus du Coordonnateur, le Bureau de l'AIPRP est doté de trois agents et de trois employés de soutien, qui s'occupent tous, à temps plein, de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et des fonctions connexes. Un employé de soutien a donc été ajouté par rapport à l'effectif des dernières années. Un nouveau coordonnateur a été nommé en juillet 1993. Une nouvelle nomination a été faite pour l'un des postes d'agent, ainsi qu'une nomination pour le nouveau poste d'employé de soutien. Le Bureau est donc demeuré relativement stable. Sa composition, agents du Service extérieur permutants et spécialistes non permutants, représente un équilibre entre l'expérience profonde dans les questions d'AIPRP et la connaissance détaillée des politiques et du fonctionnement d'un grand ministère polyvalent.

Nombre de cas

En 1993-1994, le Ministère a reçu 258 demandes faites en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et 84 demandes faites en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, soit un total de 291 demandes officielles d'information. S'il y a eu diminution d'environ 25 %, c'est parce qu'il s'agit là du premier exercice complet durant lequel le Bureau de l'AIPRP du MAECI n'a été saisi d'aucune demande se rapportant à l'immigration. Même si les chiffres ont baissé, la charge de travail entraînée par les autres demandes n'a guère diminué. Le nombre des demandes faites au cours de la période électorale a légèrement diminué, mais l'on a en revanche observé une recrudescence durant les trois premiers mois de 1994. Au surplus, le Bureau a dû donner suite à 156 demandes de consultation faites par d'autres ministères fédéraux et à 169 demandes de renseignements personnels faites en vertu de l'alinéa 8(2) e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels. On a reçu 76 demandes officieuses et 24 demandes visant des sujets divers. Le nombre des consultations comprend plusieurs demandes d'intervention auprès de gouvernements étrangers pour qu'ils communiquent des renseignements. En outre, quatre gouvernements étrangers ont présenté 19 demandes au gouvernement canadien pour qu'il consente à la déclassification de certains renseignements.

Plaintes

Trente-deux plaintes ont été reçues pendant l'année par les deux bureaux des Commissaires. Sur les 30 enquêtes terminées, 14 plaintes ont été jugées non fondées. Douze plaintes sont toujours à l'étude.

Autres responsabilités

Outre le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels, le Bureau du Coordonnateur fournit avis et conseils aux sections du Ministère chargées de l'exécution des lois. Des séances d'information sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels ont été données, notamment au personnel chargé de la vérification et de l'évaluation, aux agents consulaires et aux nouveaux directeurs à l'Administration centrale. Le Coordonnateur est le point de contact du Ministère pour la collecte de renseignements et la recherche sur l'opinion publique (bien que cette fonction soit exercée au sein du Secteur des communications). Le Ministère entre quotidiennement les nouvelles demandes dans le Système de coordination des demandes d'accès à l'information (SCDAI) et il le consulte pour demeurer au fait de l'éventail des demandes qui sont traitées au sein de l'appareil gouvernemental. Le Ministère contribue financièrement au fonctionnement du système de repérage de l'AIPRP et participe aux consultations interministérielles s'y rapportant.

Le Bureau du Coordonnateur est chargé d'examiner les dossiers avant leur transfert aux Archives nationales. Le Coordonnateur dirige une équipe formée d'agents supérieurs du service extérieur à la retraite, lesquels passent les dossiers en revue pour déterminer s'ils peuvent ou non être accessibles au public. Il s'agit d'un programme unique au sein des institutions gouvernementales, qui a permis aux chercheurs d'accéder à de plus grandes quantités de renseignements influant sur la manière dont le Canada gère ses relations internationales. Le dernier exercice a été particulièrement fructueux pour ce groupe d'examineurs, puisqu'ils ont pu dépouiller plusieurs caisses de dossiers qui renfermaient des documents allant de 1963 au début des années 1980. Malgré cela, la réduction des moyens et le volume croissant de documents à examiner ont entravé la bonne marche de cet exercice, et il a fallu étudier le mode le plus indiqué pour transférer les documents aux Archives.

Chapitre I - Accès à l'information

Rapport statistique - Interprétation/Explications

Durant l'exercice 1993-1994, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a reçu 258 demandes faites en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Trente-sept demandes étaient reportées de l'exercice antérieur. Sur ces 295 demandes, 254 ont été entièrement traitées durant la période à l'étude, soit un taux d'exécution de 86 p. 100, et 41 ont été reportées. Cent vingt-cinq demandes ont été traitées en 30 jours ou moins et 65 autres ont été traitées en moins de 60 jours. Le reste (64) a pris plus de 60 jours.

Les demandes entièrement traitées se répartissaient comme il suit :

communication totale	93
communication partielle	61
aucune communication (exemption)	6
aucune communication (exclusion)	2
transmission	9
traitement impossible	38
désistement	42
traitement officieux	3
TOTAL :	<u>254</u>

Les rapports statistiques ne rendent pas compte des demandes de consultation. Le Ministère a reçu 156 demandes du genre des autres ministères. Il s'agit de demandes qui peuvent exiger beaucoup de temps. L'examen de la volumineuse documentation des autres ministères portant sur les négociations de l'ALENA, ainsi que sur des événements historiques marquants tels que la crise d'octobre 1970, a été particulièrement ardu.

Pour ce qui est des pourcentages, la ventilation des demandeurs ne fournit pas d'indication claire quant aux utilisateurs finaux, étant donné qu'il faut l'établir selon les renseignements contenus dans les demandes. La proportion de demandeurs de la catégorie «affaires» continue de baisser; la catégorie «public» peut englober les quatre autres catégories si les renseignements fournis sont insuffisants. La catégorie «maisons d'enseignement» est sans doute artificiellement faible, et cela en raison des possibilités d'accès sans formalités qui sont offertes aux chercheurs par la Section des affaires historiques du Ministère.

médias	70
maisons d'enseignement	7
entreprises	81
autres organismes	14
public	86

Les coûts indiqués à l'annexe A constituent une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur. Il s'agit des coûts totaux liés à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels. Il serait difficile, voire impossible, d'évaluer le coût global de ce service pour le Ministère, d'autant plus que le coût le plus important est en général le temps et le travail qui seraient autrement consacrés aux autres tâches des diverses sections du Ministère.

Pour le rapport statistique complet, prière de consulter l'annexe A.

Salle de consultation

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau de l'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère y sont à la disposition du public. Durant l'exercice, un petit nombre de personnes ont choisi de se présenter à la salle de consultation pour examiner des documents communicables, plutôt que de payer des frais de photocopie.

Voies officielles et voies officieuses

Comme la Loi vise à compléter plutôt qu'à remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'AIPRP, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la bibliothèque ou aux missions à l'étranger.

Les demandes officielles sont traitées uniquement par le Bureau de l'AIPRP. Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels consacre beaucoup de temps aux consultations avec le Service des relations avec les médias et les directions générales concernées, afin de s'assurer que leurs réponses aux demandes de renseignements sont conformes aux dispositions des deux Lois.

Instrument de délégation

À l'annexe B, figure la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

Appels interjetés devant la Cour fédérale

Aucun appel n'est en instance devant la Cour fédérale.

Chapitre II - Protection des renseignements personnels

Rapport statistique - Interprétation/Explications

Durant l'exercice 1993-1994, 33 demandes de communication de renseignements personnels ont été reçues par le Ministère. Huit demandes ont été reportées de l'exercice précédent. Sur ces 41 demandes, 40 (98 %) ont été traitées comme il suit :

communication totale	18
communication partielle	8
aucune communication (exemption)	1
traitement impossible	9
désistement	0
transmission	4
TOTAL :	40

Vingt-sept (68 %) des demandes traitées l'ont été en 30 jours ou moins, 8 autres en 60 jours ou moins, et 5 en plus de 60 jours.

La diminution des demandes visant la communication de renseignements personnels traduit sans doute la fin des demandes portant sur des dossiers d'immigration, ainsi qu'une tendance croissante à communiquer aux employés et autres personnes des renseignements personnels par des voies non officielles. La période requise dans certains cas traduit sans doute également la difficulté croissante présentée par les demandes qui sont demeurées actives.

Agissant comme Conseiller principal auprès du Ministère en matière de protection des renseignements personnels, le Coordonnateur le conseille fréquemment sur des questions importantes et délicates concernant les politiques ministérielles, y compris sur le traitement et la protection de renseignements se trouvant dans les dossiers des employés et de renseignements personnels sur d'autres personnes, recueillis et conservés dans les dossiers du Ministère. Des exposés intraministériels réguliers et l'expérience ont rendu les employés plus conscients de la nécessité de répondre aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels, et les services ministériels, au pays et à l'étranger, consultent plus souvent le Bureau du Coordonnateur au sujet du traitement et de la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur traite également les demandes informelles visant des renseignements personnels contenus dans les banques de données du Ministère.

Les frais indiqués à l'annexe C constituent une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Comme il n'est pas pratique d'établir les coûts entraînés

respectivement par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, les chiffres regroupent les coûts entraînés par les deux lois.

Voies officielles et voies officieuses

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel de manière informelle, habituellement sans passer par le Coordonnateur. Les requêtes, tant officielles qu'officieuses, de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible.

Instrument de délégation

À l'annexe D, figure la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministère a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

Divulgence en vertu de l'alinéa 8(2)e

Le Ministère a reçu de divers organismes d'enquête fédéraux cent soixante-neuf (169) demandes de divulgation faites en vertu de l'alinéa 8(2)e de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Ministère donne en général suite à ces demandes si elles sont soumises par écrit et si elles sont conformes aux exigences.

Usage et divulgation

Puisque le Ministère n'est responsable que d'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a pas posé de problème.

Affaires portées devant les tribunaux

Un procès intenté par une personne concernant un refus de confirmer ou de rejeter une mesure touchant des renseignements personnels n'est pas encore terminé.

ANNEXE A

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Government of Canada / Gouvernement du Canada

Institution Department of Foreign Affairs & International Trade Ministère des affaires étrangères et du Commerce International				Reporting period / Période visée par le rapport 93.04.01 - 94.03.31		
Source →	Media / Médias 70	Academia / Secteur universitaire 7	Business / Secteur commercial 81	Organization / Organisme 14	Public 86	

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	258
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	37
TOTAL	295
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visées par le rapport	254
Carried forward / Reportées	41

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	93	6. Unable to process / Traitement impossible	38
2. Disclosed in part / Communication partielle	61	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	42
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	2	8. Treated informally / Traitement non officiel	3
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	6	TOTAL	254
5. Transferred / Transmission	9		

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 13(1)(a)	23	S. Art. 16(1)(a)	7	S. Art. 18(b)	-	S. Art. 21(1)(a)	27
(b)	1	(b)	-	(c)	-	(b)	15
(c)	2	(c)	1	(d)	1	(c)	7
(d)	-	(d)	-	S. Art. 19(1)	47	(d)	5
S. Art. 14	2	S. Art. 16(2)	2	S. Art. 20 (1)(a)	4	S. Art. 22	-
S. 15(1) International rel. / Relations intern.	52	S. Art. 16(3)	-	(b)	6	S. Art. 23	2
Defence / Défense	-	S. Art. 17	5	(c)	5	S. Art. 24	-
Subversive activities / Activités subversives	-	S. Art. 18(a)	-	(d)	4	S. Art. 26	-

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68(a)	2	S. Art. 69(1)(c)	-
(b)	-	(d)	-
(c)	-	(e)	-
S. Art. 69(1)(a)	2	(f)	-
(b)	-	(g)	-

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	125
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	65
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	33
121 days or over / 121 jours ou plus	31

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	10	23
Consultation	6	4
Third party / Tiers	1	-
TOTAL	17	27

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	-
Translations prepared / Traductions préparées	-
English to French / De l'anglais au français	-
French to English / Du français à l'anglais	-

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	155
Examination / Examen de l'original	-
Copies and examination / Copies et examen	-

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus			
Application fees / Frais de la demande	1290.00	Preparation / Préparation	-
Reproduction	3655.30	Computer processing / Traitement informatique	-
Searching / Recherche	2001.00	TOTAL	6946.30
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins		7	\$ 35.00
Over \$25.00 / De plus de 25 \$		-	\$ -

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	* 299,000 \$
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	* 165,689 \$
TOTAL	* 464,689 \$
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	7.

*Combined figure for Access and Privacy activities. Le total représente l'association de activités de l'accès à l'information

et de la protection des renseignements personnels.





The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès
à l'information

En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès à l'information, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par la Loi. Le présent document remplace et annule celui daté du 20 juillet 1992.

ANNEXE

Poste

1. Sous-ministre, Commerce extérieur
2. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale
3. Conseiller Juridique du Ministère
4. Conseiller Juridique adjoint du Ministère
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels

DATE: le 17 janvier 1994

A handwritten signature in black ink, appearing to read "André Lussier".

REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Department of Foreign Affairs & International Trade Ministère des affaires étrangères et du Commerce International	Reporting period / Période visée par le rapport 93.04.01 - 94.03.31
--	--

I Requests under the Privacy Act
Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period Reçus pendant la période visée par le rapport	33
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	8
TOTAL	41
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	40
Carried forward Reportées	1

II Disposition of requests completed
Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	18
2. Disclosed in part Communication partielle	8
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	-
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process Traitement impossible	9
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	-
7. Transferred Transmission	4
TOTAL	40

III Exemptions invoked
Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	-
S. Art. 19(1)(a)	-
(b)	-
(c)	1
(d)	-
S. Art. 20	-
S. Art. 21	1
S. Art. 22(1)(a)	3
(b)	3
(c)	-
S. Art. 22(2)	-
S. Art. 23(a)	-
(b)	-
S. Art. 24	-
S. Art. 25	-
S. Art. 26	7
S. Art. 27	2
S. Art. 28	-

IV Exclusions cited
Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	-
(b)	-
S. Art. 70(1)(a)	-
(b)	-
(c)	-
(d)	-
(e)	-
(f)	-

V Completion time
Délai de traitement

30 days or under 30 jours ou moins	27
31 to 60 days De 31 à 60 jours	8
61 to 120 days De 61 à 120 jours	2
121 days or over 121 jours ou plus	3

VI Extensions
Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	3	-
Consultation	1	-
Translation Traduction	-	-
TOTAL	4	-

VII Translations
Traductions

Translations requested Traductions demandées		-
Translations prepared Traductions préparées	English to French De français au français	-
	French to English Du français à l'anglais	-

VIII Method of access
Méthode de consultation

Copies given Copies de l'original	26
Examination Examen de l'original	-
Copies and examination Copies et examen	-

IX Corrections and notation
Corrections et mention

Corrections requested Corrections demandées	-
Corrections made Corrections effectuées	-
Notation attached Mention annexée	-

X Costs
Coûts

Financial (all reasons) Financiers (raisons)	
Salary Traitement	* \$299,00
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	* \$165,68
TOTAL	* \$464,68
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	7.

* Combined figure for Access and Privacy activities.
Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.



Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 20 juillet 1992.

ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
2. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
3. Conseiller Juridique du Ministère	Tous les articles
4. Conseiller Juridique adjoint du Ministère	Tous les articles
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
6. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2)(m)

DATE: le 17 janvier 1994

DOCS

CA1
EA
A13
1995

Department of Foreign Affairs and International Trade

**Access to Information
and Privacy Protection**

Annual report 1994-95

July 1995

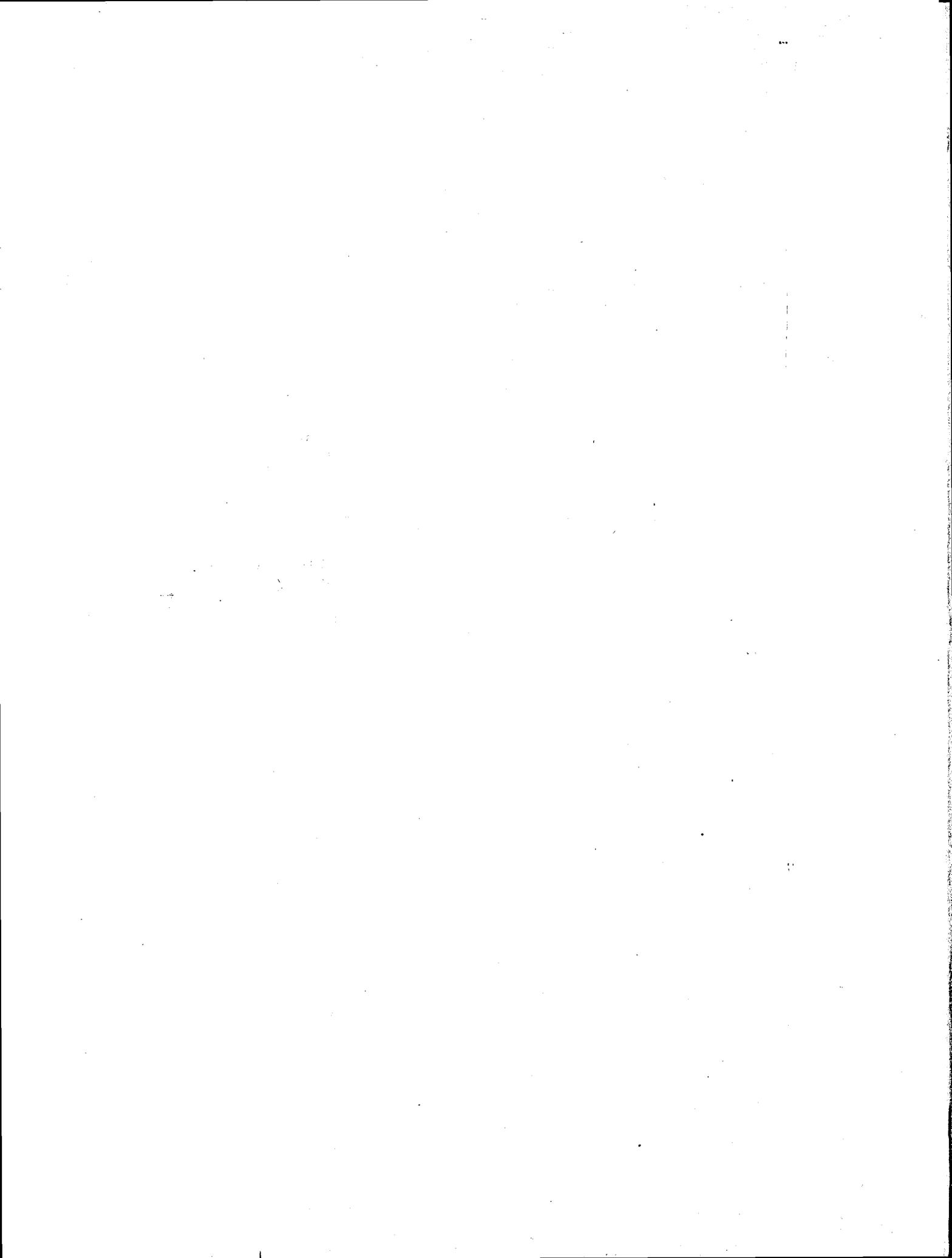
Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

SEP 1 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

Table of Contents

	Page
Preface	3
Organization and Implementation	4
Part I - Access to Information	
Statistical Report	7
Reading Room	8
Formal/Informal Interface	8
Designation Order	8
Appeals to Federal Court	8
Part II - Privacy	
Statistical Report	9
Formal/Informal Interface	10
Designation Order	10
Disclosure under 8(2)(e)	10
Use and Disclosure	10
Court Cases	10
Annex A - Report on the Access to Information Act	
Annex B - Designation Order	
Annex C - Report on the Privacy Act	
Annex D - Designation Order	



Preface

Responsibilities

The Department of Foreign Affairs and International Trade has the primary responsibility for the promotion and protection of Canada's interests abroad and the conduct of Canada's relations with other countries. Its main functions are: to ensure the effective representation of Canada in other countries and in international organizations through close contact, communication and negotiation with other governments and organizations; to evaluate information about political, economic and other developments likely to affect Canada's interests; to give advice to the government, often in consultation with other departments, on the formulation and implementation of policies and programs with international dimensions; to ensure the co-ordination of the external aspects and application of national policies for export trade promotion, defence and security, development assistance, and cultural and scientific exchanges; to reflect to peoples abroad the bilingual and multi-cultural character of Canadian society; and to provide protection and assistance to Canadian citizens abroad.

Organization and Implementation

The Coordinator for Access to Information and Privacy Protection (ATIP) has been delegated full authority to exercise the powers of the Access to Information Act and the Privacy Act. The Office of the Coordinator is responsible for the development, co-ordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the department's compliance with these Acts. All requests submitted to the department within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the Office of the Coordinator in Ottawa. The Coordinator reports to the Deputy Legal Advisor. In addition to the Coordinator, the Deputy Minister of Foreign Affairs, the Associate Deputy Minister of Foreign Affairs, the Deputy Minister for International Trade, the Assistant Deputy Minister for Political and International Affairs, the Legal Advisor and the Deputy Legal Advisor are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) of the Privacy Act.

The Canadian Government holds records and information received in confidence from foreign governments. Other federal government institutions are encouraged to solicit the assistance of the department in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of international affairs. The Coordinator's Office is responsible for consultations with foreign governments which are normally undertaken through Canadian posts abroad. Requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents are also processed by the Office. The department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information in confidence from companies operating abroad or dealing with foreign governments. In the event of requests for such information, the department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before disclosing any records. The Coordinator's Office also has frequent occasion to convey personal information to federal investigative agencies.

In addition to the Coordinator, the ATIP Office has a complement of three officers and three support staff, all of whom are dedicated to Access/Privacy and related functions on a full-time basis. The mix of rotational foreign service and non-rotational specialist staff reflects an appropriate balance between broad ATIP experience and detailed knowledge of the policies and workings of a large and multifaceted department. Only one officer position changed incumbents during the year, through normal rotation.

Case Load

In FY 1994-5, the department received 288 Access requests and 45 Privacy requests, for a total case load of 333 formal requests for information. In addition, the Office processed 182 consultations from other government departments and 108 requests for personal information under Section 8(2)(e) of the Privacy Act. There were 72 informal requests and 27 miscellaneous. Included in these statistics are a number of requests for consultation with foreign

governments for release of information and requests from three foreign governments for the declassification of information by the Canadian government.

This workload represents a substantial increase over the previous year. In terms of numbers of requests, the increase is about 15%, but taking into account the size and complexity of several of the requests, we estimate an increase of 20% in the workload of the office. Dealing with this steady increase with static resources while maintaining service standards represents an ongoing challenge.

Complaints

Twenty four complaints were received during the year by the two Commissioners' Offices in addition to 12 outstanding at the beginning of the year. Of 29 investigations completed, 13 were resolved and 16 were judged to be without justification. Seven complaints were still under investigation at the end of the year.

This represents a decrease of 25% in the number of complaints received. While complaints are not in themselves a measure of service standards, this statistic is an encouraging indication that standards did not slip unduly in spite of increased workload.

Other responsibilities

In addition to the management of Access and Privacy requests, the Coordinator's Office provides advice and guidance to departmental units on compliance with the legislation. Briefings on Access to Information and Privacy were given, inter alia to service centre personnel, consular officers, and Ministers' offices. In addition, the Coordinator developed and presented tailored ATIP course modules to new officers as part of the Canadian Foreign Service Institute training program for recruits in the political/economic, commercial/economic, and consular/administrative streams. The Coordinator is the departmental point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research, (although the function is carried out in the Communications Branch). The department reports new requests on a daily basis to the Coordination of Access to Information Requests (CAIR) system and consults it to stay abreast of the range of requests being processed across government. The department contributes financially to the ATIP tracking system maintenance and participates in related interdepartmental consultations.

Screening program

The Coordinator's Office is responsible for screening records for transfer to the National Archives. The Coordinator directs a team of retired senior foreign service officers who review records and determine whether they may be opened for public examination. This is a unique program that has helped to provide access for researchers to greater volumes of information concerning Canada's conduct of international relations. This year, a major effort was launched to clear a backlog of records waiting for transfer. An understanding was reached with

the Archives to reduce the number of records requiring pre-screening (many records would instead be transferred and screened in the event of a request). Extra resources were obtained to conduct a "blitz" to reduce the remaining backlog. This program was very successful, resulting in the screening of some two-thirds of the backlog. In coming years this backlog can be reduced to nil and pre- and post-screening can be conducted with considerably reduced resources.

Part I - Access to Information

Statistical Report -- Interpretation/Explanation

During fiscal year 1994-95, the Department of Foreign Affairs and International Trade received 288 requests pursuant to the Access to Information Act. 41 requests were carried over from the previous reporting year. Of these 329 requests, 268 were completed during the period under review and 61 were carried forward, many having been received in the closing weeks of the fiscal year. 137 requests were completed in 30 days or less and a further 62 were completed in less than 60 days. The remainder (69) required more than 60 days to complete. Although in percentage terms somewhat fewer requests were dealt with in less than 30 days than last year, there was also a decline in the number taking over 60 days.

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	78
Disclosed in part	101
Nothing disclosed (exempt)	14
Nothing disclosed (excluded)	-
Transferred	13
Unable to process	33
Abandoned	25
Treated informally	4
TOTAL COMPLETED	268

The statistical reports do not reflect consultations, of which the department received 182 from other departments. The size and complexity of many of these continue to increase, in particular bulky files from the National Archives.

In terms of percentages, the breakdown of requestors is not clearly indicative of end users since this must be inferred from information provided on the application. The breakdown is not significantly different from last year. The "Business" category has risen slightly. The "Public" category may contain any of the other four categories if no appropriate identification has been provided. The "Academic" category is probably artificially low because of the unique informal access program for scholars maintained by the department's historical section.

Media	79
Academic	18
Business	87
Organization	25
Public	79

The costs identified in Annex A are estimated salary and operations for the operation of the Coordinator's Office and are total figures for Access and Privacy. It would be difficult if not impossible to estimate the overall cost to the department, particularly when the most important cost in many cases is time and effort diverted from other operational responsibilities of departmental units.

Please refer to **Annex A** for the complete statistical report.

Reading Room

A reading room is available in the public access area of the department's headquarters adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals are available for review by members of the public. During the year, very few individuals opted to visit the reading room to examine releasable material rather than pay the related photocopying fees.

Formal/Informal Interface

Since the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to government information, informal requests can be addressed to the ATIP Office, as well as to bureaux within the Department, the Media Relations Office, the Library or to missions abroad.

Formal requests are processed only by the ATIP Office. The departmental Coordinator for Access to Information and Privacy also devotes considerable time to consultation with the Media Relations Office and the program bureaux concerned to ensure that their replies to enquiries are consistent with the requirements of both Acts.

Designation Order

Attached as **Annex B** is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.

Appeals to Federal Court

The department is involved in one appeal to the Federal Court regarding the exemption of information. The Commissioner, following the resolution of a complaint, had supported the department's remaining exemptions.

Part II - Privacy

Statistical Report - Information/Explanation

During FY 1994-95, 45 Privacy requests were received by the department. One request was carried over from the previous reporting year. Of these 45, 40 were completed during the reporting year, and processed as follows:

All disclosed	23
Disclosed in part	8
Nothing disclosed (exempt)	0
Unable to process	5
Abandoned	2
Transferred	2
TOTAL COMPLETED	40

28 of the completed requests were answered within 30 days, another 12 took up to 60 days, and none exceeded 60 days. This represents both a slight improvement in the percentage of requests within 30 days, and a significant improvement in eliminating excessively lengthy completion times.

As Senior Advisor on Privacy for the department, the Coordinator regularly provides advice and guidance on important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files and personal information on others gathered and held on departmental files. Regular intra-departmental briefings and accumulating experience are resulting in growing awareness of the need to meet the requirements of the Privacy Act and the Coordinator's Office is consulted with increasing frequency by departmental units at home and abroad on the proper handling and protection of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the department's information banks are also handled in the Coordinator's Office.

The expenses given in **Annex C** are estimates of salary and operations for the Office of the Coordinator for Access to Information and Privacy Protection. The figures combine Access and Privacy since a breakdown for each Act is not practical.

Formal/Informal Interface

There is no change since the last report. Employees of the department continue to be able to access personnel files on an informal basis usually without recourse to the Coordinator. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible formally and informally.

Designation Order

Attached as **Annex D** is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.

Disclosures under 8(2)(e)

108 requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the Privacy Act were received by the department from federal investigative bodies. Such requests are ordinarily complied with provided they are submitted in writing and meet the necessary requirements.

Use and Disclosure

As the department controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.

Court Cases

A suit by an individual concerning a refusal to confirm or deny an action involving personal information is not yet completed.

Institution Dept. of Foreign Affairs & International Trade Ministère des affaires étrangères et du Commerce International			Reporting period / Période visée par le rapport 94.04.01 - 95.03.31		
Source →	Media / Médias 79	Academia / Secteur universitaire 18	Business / Secteur commercial 87	Organization / Organisme 25	Public 79

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	288
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	41
TOTAL	329
Completed during reporting period / Traités pendant la période visée par le rapport	268
Carried forward / Reportées	61

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	78	6. Unable to process / Traitement impossible	33
2. Disclosed in part / Communication partielle	101	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	25
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	-	8. Treated informally / Traitement non officiel	4
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	14	TOTAL	
5. Transferred / Transmission	13		

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 13(1)(a)	43	S. Art. 16(1)(a)	4	S. Art. 18(b)	-	S. Art. 21(1)(a)	35
(b)	4	(b)	1	(c)	-	(b)	36
(c)	7	(c)	1	(d)	-	(c)	23
(d)	-	(d)	-	S. Art. 19(1)	81	(d)	-
S. Art. 14	16	S. Art. 16(2)	7	S. Art. 20(1)(a)	4	S. Art. 22	-
S. 15(1) International rel. / Relations intern.	64	S. Art. 16(3)	-	(b)	10	S. Art. 23	10
Defence / Défense	-	S. Art. 17	1	(c)	12	S. Art. 24	-
Subversive activities / Activités subversives	1	S. Art. 18(a)	-	(d)	7	S. Art. 26	-

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68(a)	-	S. Art. 69(1)(c)	-
(b)	-	(d)	-
(c)	-	(e)	1
S. Art. 69(1)(a)	5	(f)	-
(b)	-	(g)	-

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	137
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	62
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	50
121 days or over / 121 jours ou plus	19

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	28	11
Consultation	1	9
Third party / Tiers	-	-
TOTAL		

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	-
Translations prepared / Traductions préparées	-
English to French / De l'anglais au français	-
French to English / Du français à l'anglais	-

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	180
Examination / Examen de l'original	-
Copies and examination / Copies et examen	-

* Combined figure for Access and Privacy activities.
Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus			
Application fees / Frais de la demande	1430.	Preparation / Préparation	1091.
Reproduction	1966.	Computer processing / Traitement informatique	-
Searching / Recherche	3523.	TOTAL	8010.
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins		11	\$ 55.00
Over \$25.00 / De plus de 25 \$		5	\$ 543.00

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	* \$317,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	* \$131,700
TOTAL	* \$448,700
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	7.



The Secretary of State for External Affairs



Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Access to Information Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Access to Information Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the Act. This designation replaces the designation dated July 20, 1992.

SCHEDULE

Position

1. Deputy Minister for International Trade
2. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs
3. Legal Adviser
4. Deputy Legal Adviser
5. Coordinator for Access to Information and Privacy

DATE: January 17, 1994

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Andrew Mitchell".

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ANNEX C

Institution Department of Foreign Affairs & International Trade Ministère des affaires étrangères et du Commerce international	Reporting period / Période visée par le rapport 94.04.01 - 95.03.31
--	--

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	45
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	1
TOTAL	46
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	40
Carried forward / Reportées	6

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	23
2. Disclosed in part / Communication partielle	8
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	-
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	-
5. Unable to process / Traitement impossible	5
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	2
7. Transferred / Transmission	2
TOTAL	40

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	-
S. Art. 19(1)(a)	-
(b)	-
(c)	-
(d)	-
S. Art. 20	-
S. Art. 21	2
S. Art. 22(1)(a)	=
(b)	-
(c)	-
S. Art. 22(2)	-
S. Art. 23(a)	-
(b)	-
S. Art. 24	-
S. Art. 25	-
S. Art. 26	8
S. Art. 27	1
S. Art. 28	-

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	-
(b)	-
S. Art. 70(1)(a)	-
(b)	-
(c)	-
(d)	-
(e)	-
(f)	-

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	28
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	12
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	0
121 days or over / 121 jours ou plus	0

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	-	-
Consultation	-	-
Translation / Traduction	-	-
TOTAL	-	-

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	-
Translations prepared / Traductions préparées	-
English to French / De l'anglais au français	-
French to English / Du français à l'anglais	-

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	31
Examination / Examen de l'original	-
Copies and examination / Copies et examen	-

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	-
Corrections made / Corrections effectuées	-
Notation attached / Mention annexée	-

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)		
Salary / Traitement	*	\$317,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	*	\$131,700
TOTAL	*	\$448,700
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)		7.

* Combined figure for Access and Privacy activities. Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.





The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated July 20, 1992.

SCHEDULE

	<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1.	Deputy Minister for International Trade	All sections
2.	Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs	All sections
3.	Legal Adviser	All sections
4.	Deputy Legal Adviser	All sections
5.	Coordinator for Access to Information and Privacy	All sections
6.	Heads of post or missions	Paragraph 8(2)(m)

DATE: January 17, 1994